

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 11/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **WOREX**

Immeuble SPRING, 20 rue Paul Hérault  
CS 90236  
92000 Nanterre

Références : IC240741  
Code AIOT : 0010006822

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2024 dans l'établissement WOREX implanté 1, chemin de Blainville - Nuisement 28500 Vernouillet. L'inspection a été annoncée le 09/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

- visite de récolement,
- comblement des piézomètres du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WOREX
- 1, chemin de Blainville - Nuisement 28500 Vernouillet
- Code AIOT : 0010006822

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site WOREX à Vernouillet est un ancien dépôt d'hydrocarbures ayant été en activité de 1958 à 2012. Worex est aujourd'hui une filiale du groupe Esso.

#### Contexte de l'inspection :

- Récolement

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	NC de l'inspection du 25/09/2023 - Situation administrative des piézomètres	Code de l'environnement du 09/10/2024, article Nomenclature IOTA	Demande d'action corrective	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Condition d'abandon des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13	Sans objet
3	Rapport de fin de travaux	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10	Sans objet
4	Mise à jour du dossier de demande de Servitudes d'utilité publique	Code de l'environnement du 17/10/2024, article L. 515-8	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : NC de l'inspection du 25/09/2023 - Situation administrative des piézomètres**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/10/2024, article Nomenclature IOTA
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Rubrique 1.1.1.0.</u> des installations, ouvrages, travaux et activités cités à l'article R. 214-1 du code de

<p>l'environnement :</p> <p>Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).</p> <p>Par ailleurs, <u>article L.411-1 du code minier</u> :</p> <p>Toute personne exécutant un sondage, un ouvrage souterrain, un travail de fouille, quel qu'en soit l'objet, dont la profondeur dépasse dix mètres au-dessous de la surface du sol, doit déposer une déclaration préalable auprès de l'autorité administrative compétente.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat du 18/10/2024 :</u></p> <p>L'inspection des installations classées constate toujours l'absence de régularisation de la situation administrative des piézomètres.</p> <p>Même si les ouvrages sont maintenant comblés, cette déclaration doit être faite afin d'assurer la traçabilité des ouvrages.</p> <p><b>Conclusion :</b></p> <p><b>La régularisation administrative de la mise en place des piézomètres n'a pas été réalisée par l'exploitant.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de régulariser la situation administrative de la mise en place des piézomètres comblés du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

## N° 2 : Condition d'abandon des piézomètres

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Comblement des piézomètres</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.</p> <p>Pour les forages, puits, ouvrages souterrains, situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine ou interceptant plusieurs aquifères superposés, le déclarant communique au préfet au moins un mois avant le début des travaux, les modalités de comblement comprenant : la date prévisionnelle des travaux de comblement, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité, une coupe géologique représentant les différents niveaux géologiques et les formations aquifères présentes au droit du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain à combler, une coupe technique précisant les équipements en place, des informations</p>

sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage et les techniques ou méthodes qui seront utilisés pour réaliser le comblement. Dans les deux mois qui suivent la fin des travaux de comblement, le déclarant en rend compte au préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

Pour les forages, puits, ouvrages souterrains se trouvant dans les autres cas, le déclarant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

[...]

#### **Constats :**

Suite à la demande de l'exploitant du 22/07/2024, par courriel du 23/07/2024, l'inspection des installations classées a autorisé le comblement des ouvrages du site (3 piézomètres et 4 piézairs, le piézair Pa2 ayant été détruit lors des travaux).

Le comblement des ouvrages a eu lieu le 30/07/2024. Un rapport de comblement (n° de référence 24675271-M02\_V1) du 16/10/2024 a été rédigé par WSP, le bureau d'études en charge du comblement des ouvrages. Le rebouchage des piézomètres a été réalisé selon la norme NF-X-10-999.

Un rapport de forage (référence 24675271) incluant une coupe géologique et technique de chaque ouvrage a été transmise par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Par courriel du 11/10/2024, l'exploitant a informé la DDT de l'actualisation de la situation des 7 ouvrages suite à leur comblement.

#### Constat du 18/10/2024 :

L'inspection des installations classées constate que les ouvrages présentent du béton sur la partie supérieure de leur forage, comme déclaré dans le rapport de comblement.

#### Conclusion : Pas d'écart constaté.

**Le constat met fin aux obligations d'entretien et de surveillance des ouvrages (suivi de la qualité des eaux souterraines et des gaz du sol).**

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### **N° 3 : Rapport de fin de travaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10

**Thème(s) :** Situation administrative, Travaux de comblement des piézomètres

#### **Prescription contrôlée :**

Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, le déclarant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant :

- le déroulement général du chantier : dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées ;
- le nombre des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains effectivement réalisés, en indiquant pour chacun d'eux s'ils sont ou non conservés pour la surveillance ou le prélèvement d'eaux souterraines, leur localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25 000, les références

cadastrales de la ou les parcelles sur lesquelles ils sont implantés et, pour ceux conservés pour la surveillance des eaux souterraines ou pour effectuer un prélèvement de plus de 80 m<sup>3</sup>/h, leurs coordonnées géographiques (en Lambert II étendu), la cote de la tête du puits, forage ou ouvrage par référence au nivellement de la France et le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) ;

- pour chaque forage, puits, sondage, ouvrage souterrain : la coupe géologique avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrées et la coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des cuvelages ou tubages, accompagnée des conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors de la foration, volume des cimentations, profondeurs atteintes, développement effectués ...) ;
- les modalités d'équipement des ouvrages conservés pour la surveillance ou le prélèvement et le compte rendu des travaux de comblement, tel que prévu à l'article 13 pour ceux qui sont abandonnés ;
- le résultat des pompages d'essais, leur interprétation et l'évaluation de l'incidence de ces pompages sur la ressource en eau souterraine et sur les ouvrages voisins suivis conformément à l'article 9 ;
- les résultats des analyses d'eau effectuées le cas échéant.

[...]

#### Constats :

Par courriel du 17/10/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de comblement des ouvrages de surveillance du site (3 piézomètres et 4 piézairs). Le rapport de comblement des ouvrages (n° de référence 24675271-M02\_V1) du 16/10/2024 présente :

- le déroulé de l'intervention, ;
- le nombre d'ouvrages et comblés et leur non conservation pour la surveillance du site ;
- la coupe géologique et la coupe technique de chaque ouvrage ;
- le compte-rendu des travaux de comblement.

#### Constat du 18/10/2024 :

L'inspection des installations classées constate que le rapport de comblement des ouvrages a bien été envoyé par l'exploitant.

**Conclusion : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Mise à jour du dossier de demande de Servitudes d'utilité publique

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 17/10/2024, article L. 515-8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Servitudes d'utilité publique

#### **Prescription contrôlée :**

I.-Des servitudes d'utilité publique peuvent être instituées concernant l'utilisation du sol ainsi que l'exécution de travaux soumis au permis de construire. Elles peuvent comporter, en tant que de besoin :

1° La limitation ou l'interdiction de certains usages susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, du droit d'implanter des constructions ou des ouvrages ou d'aménager les terrains ;

2° La subordination des autorisations de construire au respect de prescriptions techniques tendant à limiter l'exposition des occupants des bâtiments aux phénomènes dangereux ;  
3° La limitation des effectifs employés dans les installations industrielles et commerciales.  
II.-Les servitudes d'utilité publique ne peuvent contraindre à la démolition ou à l'abandon de constructions existantes édifiées en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur avant l'institution desdites servitudes.

#### **Constats :**

- Par courrier du 27/11/2012, l'exploitant a notifiée à la Préfecture la cessation d'activité du site.
- Le dossier d'ouvrage exécuté relatif aux travaux de réhabilitation environnementale sur le site du 21/07/2017 a été réalisé par Séché Eco-services.
- Un dossier de demande d'instauration de servitudes d'utilité publique en date du 01/08/2017 a été réalisé par ANTEA.
- Le rapport d'analyse des risques résiduels (ARR) en date de juin 2022 a été réalisé par GOLDER.

Le rapport conclut que :

- les niveaux de risques sont acceptables pour des futurs travailleurs et pour le risque d'inhalation de vapeurs issues du dégazage des sols en intérieur,  
- le site peut être utilisé pour un usage comparable avec la dernière période d'activité à savoir un usage de type commercial/industriel dans sous-sol.

- Les investigations complémentaires réalisées en 2021 et le bilan pluriannuel de 2023 montrent des baisses dans les concentrations en polluants mesurés. Cela indique que l'état des sols est compatible avec l'usage prévu.
- Le 30/05/2024, l'exploitant a fait la demande de la délivrance du récépissé de cessation d'activité à la Préfecture.

#### Constat du 18/10/2024 :

L'inspection des installations classées constate l'adéquation entre l'état du site et les dispositions annoncées dans le rapport de comblement des ouvrages de 2024 et le DOE de 2017 : le site ne présente plus de cuves et de terres souillées, les ouvrages ont été rebouchés. L'inspection des installations classées constate qu'un bâtiment a été vidé. Les 2 autres bâtiments ne sont pas accessibles.

Par courriel du 08/11/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un Memorandum technique suite à l'interrogation de l'inspection quant à la démarche à adopter afin de conserver la mémoire du site. La conclusion du bureau d'étude WSP est la suivante : "à partir du moment où le nouveau système SIS implique la réalisation d'une étude sanitaire lors du changement d'usage du site et/ou d'une demande de permis de construire/démolir, WSP préconise la réalisation d'un SIS, celui-ci étant plus approprié qu'une SUP au site de Worex à Vernouillet. La mise à jour du dossier de SUP de 2017 et instruction n'apparaît de fait pas nécessaire."

#### Conclusion :

- L'inspection des installations classées ne constate aucun écart concernant l'état du site. La

visite d'inspection vaut visite de récolement.

- La prescription de ce point de contrôle n'est plus adaptée à la situation du site. L'inspection des installations classées valide la proposition d'élaboration d'un SIS mentionnée dans la conclusion du bilan pluriannuel de 2023 sur la concentration en polluants mesurée.

Type de suites proposées : Sans suite